



Public Services International
Internationale des Services Publics
Internacional de Servicios Públicos
Internationale der Öffentlichen Dienste
Internationell Facklig Organisation för Offentliga Tjänster
國際公務勞連

Au Québec, on résiste

09 juin 2017



Depuis plusieurs années, l'accessibilité à des services de santé publics, gratuits et universels est menacée de toutes parts au Québec. Les gouvernements à l'idéologie néo-libérale assumée se succèdent et mettent à mal un système qui faisait jadis notre fierté.

Devant la multiplication des attaques sur le droit à la santé, l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) a développé un plan d'action pour protéger l'accès de la population à des services de qualité. À titre de principale représentante du personnel professionnel et technique au Québec, l'APTS est particulièrement bien placée pour dénoncer des politiques inacceptables et pour proposer des solutions.

Les personnes travailleuses sociales, éducatrices, technologistes médicales et ergothérapeutes que nous représentons, entre autres titres d'emploi, sont témoins au quotidien des ravages de l'austérité sur les services de santé et sur les services sociaux. Devant la vigueur des attaques, elles ripostent avec courage.

Au cours des derniers mois, nous avons été au front pour défendre l'intégrité des centres locaux de services communautaires (CLSC), qui offrent leur gamme de services à une population souvent vulnérable. Le gouvernement a décidé de leur retirer leurs professionnelles pour les donner aux groupes de médecine de famille (GMF), des entités privées opérées par des médecins. Pourtant celles-ci ne couvrent pas la même clientèle et n'offrent pas la même gamme de services. Nous poursuivons la lutte.

Le gouvernement s'est également attaqué aux laboratoires, qui effectuent les analyses d'échantillons prélevés sur les patients. Ces échantillons sont essentiels pour établir des diagnostics, de cancer par exemple. Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, a élaboré un plan (appelé OPTILAB) visant à centraliser les analyses au sein d'une poignée de laboratoires, sans consultation des principaux intéressés et dans la plus grande précipitation. Si ce plan va de l'avant, les échantillons voyageront désormais sur des centaines de kilomètres avant de se rendre à destination. Or, plus un échantillon voyage, plus il risque d'être endommagé. Fort heureusement l'APTS et ses technologistes médicales, au cœur

des services de laboratoire, veillent au grain et ont dénoncé au Tribunal administratif du travail les méthodes autoritaires du gouvernement. Nous attendons toujours une décision sur ce front.

L'APTS a également été de toutes les luttes contre les coupures budgétaires dans les services à la population. Et elles ont été massives et nombreuses. Des milliards de dollars ont été retranchés en santé mentale, pour les personnes âgées et les jeunes en difficulté, entre autres. Cette année, le gouvernement a choisi de réinvestir, timidement, dans les services. Les pressions de l'APTS ne sont sans doute pas étrangères à ce revirement.

Au cours des dernières semaines, à la suite d'une campagne de vote d'allégeance syndicale, l'APTS est passée de 32 000 membres à 52 000, ce qui lui donnera encore plus de force pour faire entendre la voix indispensable du personnel professionnel et technique du réseau de la santé et des services sociaux du Québec.

Par Carolle Dubé, présidente de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

Cet article est extrait de Bulletin d'information « [Droit à la Santé](#) », numéro 02/2017. [Abonnez-vous](#) au bulletin.